



7 octobre 2022

(22-7561)

Page: 1/2

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: français

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE  
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

FRANCE: LOI N° 2018-670 DU 30 JUILLET 2018 RELATIVE  
À LA PROTECTION DU SECRET DES AFFAIRES

<b>Membre présentant la notification</b>	FRANCE
--	--------

**Précisions sur le texte juridique notifié**

<b>Intitulé</b>	LOI n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires
<b>Objet</b>	Protection des renseignements non divulgués; Moyens de faire respecter les droits
<b>Nature de la notification</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Principales lois ou réglementations consacrées à la propriété intellectuelle <input type="checkbox"/> Autres lois ou réglementations
<b>Lien vers le texte juridique*</b>	<a href="https://ip-documents.info/2022/IP/FRA/22_5457_00_f.pdf">https://ip-documents.info/2022/IP/FRA/22_5457_00_f.pdf</a>
<b>Situation de la notification</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Première notification <input type="checkbox"/> Modification ou révision du texte juridique notifié <input type="checkbox"/> Remplacement ou consolidation du (des) texte(s) juridique(s) notifié(s)
<b>Références des notifications précédentes</b>	Sans objet
<b>Brève description du texte juridique notifié</b> <p>La loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires, transpose la directive n° 2016/943/UE du Parlement européen et du Conseil européen du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites. Cette loi modifie le Code de commerce pour préciser l'objet et les conditions de la protection des secrets d'affaires, le régime des actions en prévention, en cessation ou en réparation d'une atteinte au secret des affaires et introduit des mesures générales de protection des secrets d'affaires devant les juridictions civiles ou commerciales.</p>	
<b>Langue(s) du texte juridique notifié</b>	Français
<b>Entrée en vigueur</b>	31 juillet 2018
<b>Autre date</b>	

**Précisions sur la notification**

<b>Date de présentation de la notification</b>	18 juillet 2022
<b>Autres renseignements</b>	<a href="#">IP/N/1/EU/6, IP/N/1/EU/U/3</a> (Directive n° 2016/943/UE du Parlement européen et du Conseil européen)
<b>Organisme ou autorité responsable</b>	

---

\* Des liens sont fournis vers les textes des lois et des règlements notifiés au titre de l'Accord sur les ADPIC sous la forme utilisée par le Membre concerné; le Secrétariat de l'OMC ne valide pas leur contenu ni ne le révise.